

Climate Smart Agriculture **Vers une agriculture sous l'emprise de la finance carbone et des multinationales ?**

Après les processus de modernisation agricole qui ont stérilisé les sols, détruit l'humus, fait disparaître beaucoup de paysans et enrichit les firmes agro-industrielles, les projets de climate-smart agriculture visent à poursuivre les modèles agrochimiques et à optimiser la capture du carbone par les sols. Comme si les sols n'étaient que le substrat de la production agricole et des puits de carbone, alors que qu'ils sont un tissu vivant, qui ne cessent de se transformer pour former le matelas de la planète Terre sur lequel se développe la vie.

Le 23 septembre 2014, le Secrétaire général des Nations-Unies, Ban-Ki Moon organise un Sommet 2014 sur le climat « pour donner un nouvel élan à la lutte contre les changements climatiques ». Ce sommet a vocation à être un sommet « des solutions » pour « inciter à l'action ». Ban Ki Moon a demandé aux « dirigeants mondiaux », c'est-à-dire les « représentants des gouvernements, du monde de la finance, des entreprises et de la société civile », d'y annoncer « des mesures audacieuses visant à réduire les émissions, à renforcer la résistance aux changements climatiques et à mobiliser les volontés politiques en vue de parvenir à un accord juridique significatif en 2015 ». Huit aires d'action¹ sont prédéfinies : l'agriculture, les villes, l'énergie, les financements, les forêts, les polluants, la résilience et les transports. Si ce sommet n'entre pas dans le cadre des négociations de la Convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques, Ban-Ki Moon espère qu'il crée « une dynamique propice à un aboutissement heureux des négociations »².

Vers une alliance mondiale pour une « agriculture intelligente » face au climat ?

En matière agricole, Ban-Ki Moon souhaite lancer officiellement³ une « Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat » (« Global Alliance for Climate-Smart Agriculture »). Le lancement de cette alliance mondiale viendrait finaliser plusieurs années d'efforts, notamment à l'initiative de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de la Banque Mondiale, pour imposer définitivement à l'agenda international la notion de « climate-smart agriculture », le cadre idéologique et les politiques qu'elle implique. Ses promoteurs font remonter l'origine du terme à la première Conférence mondiale sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique⁴ organisée à La Haye (Pays Bas) en novembre 2010, à l'initiative des Pays-Bas, de l'Éthiopie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et du Vietnam, en collaboration avec la FAO et la Banque Mondiale. Depuis, une deuxième conférence s'est tenue en septembre 2012 au Vietnam, et une troisième en Afrique du Sud en décembre 2013. C'est à cette occasion, à Johannesburg, que Ban-Ki Moon a appelé⁵ les « dirigeants mondiaux » à s'impliquer dans le lancement de cette alliance mondiale à l'occasion du Sommet sur le climat de septembre 2014.

Lors de ces conférences internationales et lors des consultations menées par la FAO, y compris à un niveau régional en ce début d'année 2014, les contours de cette alliance ont été précisés. Il existe aujourd'hui un document cadre⁶, en date du 17 avril 2014, sur la base duquel se déroulent les discussions. Il précise la vision au fondement de cette alliance mondiale, ainsi que les résultats attendus, les premiers axes de travail, l'organisation et les modalités de participation. A condition de souscrire à ce document et de contribuer à ses activités, des gouvernements, des institutions internationales, des organisations paysannes et de la société civile, des institutions de recherche et des entreprises sont invités à devenir membres de l'alliance, sur une base volontaire. Cette alliance se veut

1 <http://www.un.org/climatechange/summit/action-areas/>

2 La plupart de ces citations de ce premier paragraphe sont tirés du site dédié au sommet www.un.org/climatechange/summit et des éléments de communication de l'ONU. Voir par exemple : <http://www.un.org/climatechange/blog/2013/12/11/big-idea-2014-the-year-for-climate-action/>

3 <http://www.un.org/climatechange/summit/action-areas/#agriculture>

4 Voir la feuille de route qui en est issue : <http://archive.today/skKwj>

5 <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=46671&Cr=climate+change&Cr1=#.UyritF7Z5uU>

6 <http://www.fao.org/climate-smart-agriculture/download/40866-0c9e778d91d19de0edba36c41b66491ad.pdf>

« orientée vers l'action » afin « d'introduire des approches intelligentes face au climat dans l'agriculture », notamment par l'intermédiaire d'une plateforme d'échange et de partage d'informations en la matière. A New York, Ban Ki-moon souhaite qu'un minimum de vingt pays et de vingt entreprises rejoignent l'alliance, chacun étant invité à présenter de nouvelles mesures d'agriculture intelligente face au climat.

Accroître les rendements, renforcer la résilience et réduire les émissions de gaz à effet de serre ?

Selon ce document fondateur, l'agriculture intelligente face au climat repose sur trois piliers⁷, qui sont présentés tant comme des principes d'action que comme des résultats attendus, et qui sont supposés pouvoir être menés de front, conjointement et en synergie : 1) une augmentation durable et équitable de la productivité agricole et des revenus ; 2) une plus grande résilience des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance tirés de l'agriculture ; 3) la réduction et/ou l'élimination des émissions de gaz à effet de serre liés à l'agriculture. Pour ce faire, il est envisagé de décliner des objectifs à atteindre au niveau mondial, régional et local, et les gouvernements, le secteur privé, les institutions etc. sont invités à adopter des plans volontaires et des dispositifs qui encouragent leur mise en œuvre. L'alliance prévoit d'orienter son travail autour de trois axes. Le premier consiste à promouvoir et faciliter l'accès à la recherche et aux connaissances des technologies et pratiques intelligentes face au climat⁸. L'alliance souhaite également contribuer à améliorer l'efficacité des investissements publics et privés en la matière, y compris en recourant à des effets de levier financier pour faciliter l'accès à des investissements internationaux⁹. Enfin, elle se donne pour objectif de modifier les politiques publiques pour introduire des objectifs et des pratiques d'agriculture intelligente face au climat dans les programmes agricoles régionaux, nationaux et locaux.



L'image qu'utilise la FAO pour promouvoir l'agriculture intelligente face au climat (source : FAO, Climate Smart Agriculture Success Stories)

Lors des conférences mondiales mentionnées ci-dessus, qui n'ont pas brillé par la volonté de donner la parole aux organisations paysannes promotrices de pratiques de souveraineté alimentaire, d'agroécologie ou d'agroforesterie¹⁰, les participants ont pu prendre connaissance d'un certain nombre de cas pilotes présentés comme exemplaires en matière d'agriculture intelligente face au climat. La

7 Voici la définition que donne la FAO de la « climate smart agriculture » : « Agriculture that sustainably increases productivity, resilience (adaptation), reduces/removes greenhouse gases (mitigation), and enhances the achievement of national food security and development goals », *Climate-Smart Agriculture Sourcebook*, FAO, 2013, p. 548, <http://www.fao.org/docrep/018/i3325e/i3325e.pdf>

8 Y compris le développement de nouvelles métriques.

9 Y compris en facilitant l'accès des agriculteurs à des outils de gestion des risques tels que l'assurance.

10 Voir par exemple les intervenants de la troisième conférence <http://afconference.agric.za/speakers> et les objectifs assignés à cette conférence : <http://afconference.agric.za/about>

FAO en a tiré une brochure¹¹ regroupant les dix réussites (« *success stories* ») de l'agriculture intelligente face au climat, venus des quatre coins de la planète (Chine, Tanzanie, Andes, Malawi, Vietnam, Zambie, Inde, Nigéria, Nicaragua etc.), mais uniquement des pays du Sud. Ces dix réussites sont extraites d'un imposant document de la FAO, présenté comme le guide de référence¹² de l'agriculture intelligente face au climat. Pour la FAO, ces dix réussites indiquent le chemin à suivre pour à la fois « *répondre à la demande des neuf milliards de personnes qui devraient vivre sur la planète en 2015* », tout en contribuant positivement à la lutte contre les dérèglements climatiques et en assurant la capacité des systèmes de production alimentaire à supporter les dérèglements climatiques à venir (augmentation des températures, augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes, etc.).

Le cheval de Troie de la finance carbone et des intérêts des multinationales ?

Derrière cette image raisonnable et vertueuse¹³, il est possible de se demander, comme le fait le Third World Network (TWN)¹⁴, si l'agriculture intelligente face au climat est réellement une « *triple victoire*¹⁵ ou seulement un cheval de Troie » pour promouvoir des pratiques et options technoscientifiques fortement décriées. Ainsi, des dix *success stories* mises en avant par la FAO, on ne compte par exemple aucun projet d'agroécologie. Par contre, le deuxième projet pilote mis en avant, qui consiste à restaurer des prairies dégradées en raison d'un pâturage excessif dans la province de Qinghai (Chine), doit-être financé à travers les marchés volontaires du carbone. Sélectionné pour son « *grand potentiel de séquestration du carbone* », ce projet consiste à mettre en œuvre une méthodologie standardisée de comptabilisation du carbone séquestré dans le sol. Plutôt que de mesurer directement le carbone séquestré dans le sol, une pratique très coûteuse, la FAO a mis au point des modèles de simulation qui permettraient d'estimer les transferts de CO₂ entre l'air et le sol. Réduisant considérablement les coûts, une telle méthodologie standardisée pourrait faciliter grandement l'accès de tels projets aux marchés carbone. Comme l'affirme le rapport de la FAO, « *la méthode de comptabilisation du carbone des prairies sera applicable à des projets de pâturage soutenables dans le monde entier* ».

Ce recueil de *success stories* comprend également un projet mené par la FAO, notamment financé par l'Union européenne, consistant à promouvoir des pratiques agricoles intelligentes face au climat au Malawi, au Vietnam et en Zambie. Alors que ces trois pays comptent pour presque rien dans les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle de la planète, la FAO et l'UE veulent identifier les opportunités spécifiques à chaque pays et mettre en œuvre des mécanismes innovants afin d'attirer des investissements internationaux. En novlangue décodée, cela revient à trouver les moyens d'articuler ces projets aux marchés de la compensation carbone. On sait ce qu'il advient avec l'exemple, connu, du projet¹⁶ Biocarbon Fund Project financé par la Banque Mondiale au Kenya : beaucoup d'argent pour les intermédiaires et techniciens supposés apporter les bonnes pratiques, peu pour les paysans, et des effets négligeables en matière climatique.

Vers plus d'accapement des terres, d'OGM et d'intrants chimiques ?

Pourtant, les partisans d'une agriculture intelligente face au climat affirment que la compensation carbone pourrait à la fois financer l'adaptation aux dérèglements climatiques, la sécurité alimentaire et la réduction des émissions de gaz à effets de serre. Pour l'américain Robert Zoellick, ancien Président de la Banque Mondiale, c'est une évidence. Avec « *des politiques appropriées en termes de*

11 Climate Smart Agriculture Success Stories - <http://www.fao.org/3/a-i3817e.pdf>

12 Long de 570 pages, il n'existe qu'en anglais, mais une présentation en français de la FAO est disponible ici : <http://www.fao.org/climatechange/climatesmart/fr/>

13 Voir cette infographie en français de la FAO qui présente l'agriculture intelligente en matière de climat de manière très positive : <http://www.fao.org/climatechange/30660-0cf261a2bbdca831dca115e7b1f11ece4.pdf>

14 TWN Briefing - What's wrong with the Alliance on Climate-Smart Agriculture <http://www.twinside.org.sg/title2/susagri/2014/sa320.htm>

15 Renvoie aux trois objectifs attirés à l'agriculture intelligente face au climat.

16 Pour une présentation en français, voir *La nature n'a pas prix, les méprises de l'économie verte*, Attac France, éd. Les Liens qui libèrent, 2012, p. 107

séquestration de carbone dans le sol, 13 à 14 % des émissions de gaz à effet de serre pourraient être captées », ce qui permettrait « *d'améliorer la productivité des sols et des semences* » à travers « *un jeu gagnant-gagnant entre le captage du carbone dans les sols et la productivité agricole* »¹⁷. Malgré les échecs des marchés carbone, la Banque mondiale, mais également la FAO avec ses projets d'agriculture intelligente face au climat, œuvrent pour faire de l'agriculture l'un des pivots de la décarbonification de l'atmosphère et un sous-système de la finance carbone ! Pourtant, il y a de nombreuses raisons pour rejeter de telles pratiques, tant du point de vue du climat, que de la sécurité alimentaire ou de la résilience des systèmes de production. Avec de tels projets, l'accaparement de terres par des investisseurs internationaux pour mener des opérations de compensation carbone, déjà observé¹⁸, pourrait s'aggraver. Par ailleurs, la faillibilité et l'instabilité des marchés et dispositifs de compensation carbone¹⁹ ne peuvent qu'insécuriser les programmes mis en œuvre et, surtout, hypothéquer la survie des cultures vivrières locales auxquelles la Banque Mondiale et la FAO veulent appliquer de tels programmes.

Dès lors, à quelles pratiques agricoles se réfère une agriculture intelligente face au climat ? A lire le guide de référence de la FAO, on comprend que l'usage d'intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides...) et d'organismes génétiquement modifiés n'est pas exclu, pas plus que la production d'agrocarburants industriels. La mise au point de variétés à hauts rendements, y compris à travers les biotechnologies et le génie génétique, est au contraire présentée comme ayant des effets positifs sur la sécurité alimentaire et l'adaptation aux dérèglements climatiques, et des effets incertains sur la réduction des émissions de gaz à effets de serre²⁰. Par ailleurs, l'augmentation de la productivité agricole apparaît clairement comme l'objectif qui sous-tend l'intégralité du propos. La FAO fait de la recherche de nouveaux gains de productivité la clef de voûte de la possibilité d'assurer la sécurité alimentaire, notamment dans la perspective de l'augmentation de la population mondiale. C'est pourtant très discutable. On comprend dès lors pourquoi les dix « *success stories* » mises en avant par la FAO concernent les seuls pays du Sud, et principalement des régions aux systèmes agricoles peu intensifs, et ne comportent aucun exemple de conversion agroécologique réalisée au cœur des systèmes agricoles intensifs du Nord et du Sud, ni-même de projets de réduction de l'intensification.

L'agriculture intelligente face au climat, une aubaine pour la finance et les multinationales ?

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI ou CGIAR en anglais pour *Consultative Group on International Agricultural Research*) est encore plus explicite. Fondé en 1971 par la Banque mondiale sous le parrainage de la FAO et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le CGIAR, désormais basé sur le site d'Agropolis à Montpellier, a pour mission de coordonner les programmes de recherche agricole internationale dans le but de « *réduire la pauvreté rurale, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la santé et l'alimentation humaines et assurer une gestion plus durable des ressources naturelles* »²¹. Également à l'origine d'un recueil²² de « *success stories* » sur les projets d'agriculture intelligente face au climat, le CGIAR y promeut tout une série de solutions techno-scientifiques en contradiction avec les projets d'agro-écologie et les pratiques de souveraineté alimentaire : des cultures tolérantes aux herbicides pour contribuer à la lutte contre les dérèglements climatiques et à la résilience (Success story n°3), un maïs génétiquement modifié tolérant aux sécheresses pour améliorer la sécurité alimentaire de millions de paysans africains (Success story n°4), la mise en œuvre de paiements pour services écosystémiques (PSE) favorables à l'environnement et aux populations (Success story n°5), le développement d'assurances contre les intempéries pour aider les paysans à échapper à la pauvreté (Success story n°7), etc. En résumé, ce sont les OGM et mécanismes financiers innovants qui sauveront les paysans et la planète des dérèglements climatiques.

17 Déclarations de 2011, lorsqu'il était président de la BM <http://www.brettonwoodsproject.org/art.shtml?x=568881>

18 Voir ce cas au Libéria où la production d'huile de palme par un investisseur malaisien devait être compensée carbone : <http://www.bastamag.net/Crime-environnemental-sur-la-piste>

19 Voir par exemple la déclaration *Il est temps de mettre fin au marché carbone européen*, <https://france.atac.org/actus-et-medias/le-flux/articles/il-est-temps-de-mettre-fin-au-marche-du-carbone-europeen>

20 Voir par ex. p. 224 dans le tableau « *Summary of CSA practices and technologies for mixed farming systems* ».

21 <http://www.cgiar.org/who-we-are/>

22 http://publications.cta.int/media/publications/downloads/1752_PDF_2.pdf

Au final, les documents de la FAO, de Ban-Ki Moon et du CGIAR qui présentent l'agriculture intelligente face au climat n'écartent pas les pratiques agricoles intensives et industrielles, alors que ce sont ces pratiques qui causent le plus d'effets néfastes sur le climat et sur la vulnérabilité agricole, y compris en matière de diversité agricole. Selon le TWN, des multinationales comme Yara, la plus grosse entreprise mondiale d'engrais, se font aujourd'hui les promotrices de l'agriculture intelligente face au climat²³, tout comme le lobby des multinationales des biotechnologies qu'est CropLife²⁴. Pas étonnant lorsque l'on sait que l'une des pratiques agricoles mises en avant, la technique des semis directs, est aujourd'hui promue par Monsanto qui a fait breveter des OGM appropriés. Le développement, l'implantation et la diffusion de ces semences et de ces techniques pourraient donc devenir éligibles à des mécanismes de compensation carbone et obtenir des certificats de réduction d'émissions échangeables sur les marchés carbone. Dans l'optique de disposer des données adéquates, plusieurs multinationales (Unilever, Pepsico, Heineken, Marks&Spencer... ainsi que Fertilizers Europe) ont financé l'université d'Aberdeen (Ecosse) pour mettre au point une méthode²⁵ de calcul d'émissions de gaz à effet de serre pour l'agriculture, utilisable gratuitement par les agriculteurs. Pour que la réduction de ces émissions ne soit plus un fardeau, selon les mots²⁶ du responsable de Marks & Spencer. Et pour que financiers et experts disposent de mesures sur lesquelles se baser.

En lançant cette nouvelle Alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat, Ban Ki-moon va renforcer la prééminence du rôle donné aux multinationales, aux investissements privés et aux mécanismes de marché dans le domaine agricole, le tout dans une perspective productiviste finalement assez classique, bien que promue au nom de la lutte contre les dérèglements climatiques et de la sécurité alimentaire. Au risque que de telles propositions contribuent à diviser le mouvement paysan international, comme les dispositifs REDD ont divisé le mouvement indigène international.

Et pourtant de véritables alternatives existent et devraient être soutenues !

Comme le revendique la Via Campesina²⁷ « *nous les paysans, nous pouvons refroidir la planète* ». Encore faut-il promouvoir et mettre en œuvre de véritables solutions, des solutions qui soient en mesure de transformer le cœur des modèles de production et de consommation agricoles, et non de faire perdurer de vieux modèles qui nous conduisent dans l'impasse. Parmi les solutions à promouvoir, qui s'inscrivent clairement dans un paradigme alternatif de souveraineté alimentaire et de relocalisation de la production et de la consommation, il s'agirait par exemple de supprimer les engrais azotés de synthèse – produits notamment par Yara qui soutient les propositions de « climate smart agriculture » – dont la production est fortement émettrice de gaz à effets de serre, au profit de techniques agro-écologiques, biologiques et de permaculture qui assurent le maintien de la fertilité du sol et sa capacité à stocker du carbone sur le long terme. Dans cette perspective, il s'agit de satisfaire les besoins des populations à travers la production et la consommation de produits locaux et durables, promus par des politiques de relocalisation et de résilience, tout en évitant le transport de marchandises qui peuvent être produits localement.. Cela suppose de transformer profondément les agricultures industrialisées et orientées à l'exportation, du Nord comme du Sud, et d'abandonner les projets de libéralisation des marchés agricoles²⁸. Une vision diamétralement opposée aux projets promus par Ban Ki-moon, la FAO et la Banque Mondiale.

Maxime Combes, le 13 août 2014, revu le 9 septembre 2014.

23 Voir également ce document de Yara qui présente positivement la notion : http://www.yara.com/doc/133563_2014-03-25-Yara_IR_2013.pdf

24 CropLife International est la fédération internationale des multinationales de biotechnologie en matière agricole, regroupant BASF, Bayer CropScience, Dow AgroSciences, DuPont, FMC Corp, Monsanto, Sumitomo, Syngenta etc.

25 Voir <http://www.coolfarmtool.org/> (en anglais)

26 <http://www.abdn.ac.uk/news/5732/>

27 La Via Campesina est l'alliance internationale des organisations de petits et moyens paysans, de travailleurs agricoles, de femmes rurales, de communautés indigènes d'Asie, des Amériques, d'Europe et d'Afrique, qui a vu le jour en 1993. <http://viacampesina.org/>

28 Voir le dernier rapport d'Olivier de Schutter par exemple : http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20140310_finalreport_fr.pdf

maxime.combes@gmail.com
@MaximCombes sur Twitter